

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



NOTE D'INFORMATION DU MARCHE DES TITRES PUBLICS DE LA RCA

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

Janv. 2026

Les titres publics de la RCA :

***Un investissement au service de la résilience et de
la croissance.***

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	II
LISTE DES TABLEAUX	III
LISTE DES FIGURES.....	III
ATTESTATION DE L'ÉMETTEUR.....	IV
INTRODUCTION	V
1.1- Informations générales sur la République Centrafricaine	viii
1.2. Système politique centrafricain	10
1.3. Présentation de l'Émetteur.....	11
II- SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE, NATIONALE ET PERSPECTIVES.....	15
2.1. Vue d'ensemble macroéconomique.....	16
2.2. ANALYSE SECTORIELLE	18
III- FINANCES PUBLIQUES, SECTEUR EXTÉRIEUR ET SECTEUR BANCAIRE	22
3.1. Situation des Finances publiques et du secteur extérieur	23
3.2. Secteur bancaire	27
IV- DETTES ET BESOINS DE FINANCEMENT 2026	29
4.1. Situation de la dette publique.....	30
4.2. Analyse de risque liés au portefeuille de la dette à fin octobre 2025	31
4.3. <i>Solvabilité et mécanismes de remboursement des titres publics</i>	33
4.4. <i>Notation financière</i>	34
4.5. Stratégie d'endettement 2025–2027 (SDMT).....	34
4.6. Respect des critères de convergence.....	35
V- LES FACTEURS DE RISQUES ET LES MESURES PREVENTIVES	36
5.1. FACTEURS DE RISQUES.....	37
CONCLUSION GENERALE	39
ANNEXES	40



SIGLES ET ABBREVIATIONS

BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BGFI	Banque Gabonaise Française Internationale
BTA	Bons du Trésor Assimilables
BM	Banque Mondiale
CNDP	Comité National de la Dette Publique
CEMAC	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CRCT	Cellule de Règlement et de Conservation des Titres
CUT	Compte Unique du Trésor
DDPE	Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FAD	Fonds Africain de Développement
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale
FMI	Fonds Monétaire International
ORCCPA	Office de Réglementation, de la Commercialisation, du Contrôle et du Conditionnement des Produits Agricoles
OTA	Obligations du Trésor Assimilables
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PIB	Produit Intérieur Brut
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RCA	République Centrafricaine
RCPCA	Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix en Centrafrique
SDMT	Stratégie de Dette à Moyen Terme
SNIS	Système National d'Information Sanitaire
SVT	Spécialiste en Valeurs du Trésor
SIM-BA	Système Informatique Municipal des Budgets Autonomes
TIAO	Taux d'Intérêt d'Appel d'Offres
UE	Union Européenne
USD	Dollar Américain



LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 – Cadre macroéconomique (prévisions 2025)</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 2 : Ressources du budget général 2026 par source (en milliards FCFA)</i>	<i>22</i>
<i>Tableau 3 : Recettes intérieures 2026 par régie (en milliards FCFA)</i>	<i>22</i>
<i>Tableau 4 : Dépenses de l'État en 2026 par nature (en milliards FCFA)</i>	<i>23</i>
<i>Tableau 5 : Soldes budgétaires 2026</i>	<i>24</i>
<i>Tableau 6 : Evolution du commerce extérieur de la RCA à fin août 2023</i>	<i>25</i>
<i>Tableau 7 : Dette publique : indicateurs clés (fin octobre 2025)</i>	<i>28</i>
<i>Tableau 8 : Indicateurs de coût et risque du Portefeuille de la Dette (Fin octobre 2025)</i>	<i>29</i>
<i>Tableau 9 : Equilibre budgétaire</i>	<i>33</i>
<i>Tableau 10 : Besoin et sources de financement 2026 (maquette SDMT) (en millions FCFA)</i>	<i>31</i>
<i>Tableau 11 : ventilation des besoins de financement 2026 par créanciers et instruments</i>	<i>31</i>
<i>Tableau 12: Evolution du respect des critères de convergence par la RCA entre 2022 et 2024</i>	<i>34</i>

LISTE DES FIGURES

<i>Figure 1 : Organigramme de l'Emetteur</i>	<i>10</i>
<i>Figure 2 : Processus d'émission des Valeurs du Trésor</i>	<i>12</i>
<i>Figure 3 : Organigramme de la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat</i>	<i>13</i>
<i>Figure 4: Profil de remboursement projeté à 2044</i>	<i>300</i>
<i>Figure 5 : Composition du portefeuille en devise</i>	<i>30</i>





ATTESTATION DE L'ÉMETTEUR

Je soussigné, **Hervé NDOBA**, Ministre chargé des Finances et du Budget, agissant au nom et pour le compte de l'État Centrafricain, atteste que les informations et données contenues dans la présente Note d'Information sont exactes et reflètent fidèlement la situation économique, financière et budgétaire de la République Centrafricaine à la date de leur publication.

La présente Note d'Information a pour objet de mettre à la disposition des Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) et des investisseurs, l'ensemble des informations pertinentes relatives aux Titres Publics émis par le Trésor Public Centrafricain, nécessaires à l'appréciation éclairée de leur décision d'investissement.

Je précise que les analyses figurant dans cette Note sont fondées sur des hypothèses macroéconomiques, budgétaires et financières à la date de leur élaboration. Ces analyses demeurent toutefois soumises à des aléas économiques, financiers et conjoncturels susceptibles d'entraîner des écarts, à la hausse ou à la baisse, par rapport aux réalisations effectives.

Il est également porté à la connaissance des investisseurs que la présente Note d'Information fera l'objet de mises à jour régulières, chaque fois que nécessaire, afin de tenir compte des réformes engagées, des évolutions macroéconomiques, des changements réglementaires et de tout événement significatif pouvant affecter le marché des titres publics.

A cet égard, j'invite l'ensemble des investisseurs et des SVT à renouveler et à renforcer leur confiance dans les Titres Publics de la République Centrafricaine qui offrent une sécurité de remboursement et des rendements attractifs sur le marché régional des titres publics de la CEMAC.



Hervé NDOBA

Le marché régional des Valeurs du Trésor de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) constitue un important pilier pour le financement des États membres. Dans ce paysage financier en pleine mutation, la République Centrafricaine (RCA), s'affirme progressivement comme un émetteur engagé en s'inscrivant dans une dynamique de modernisation, de transparence et de discipline budgétaire. Depuis 2011, le pays a considérablement renforcé son ancrage sur ce marché, s'appuyant désormais sur un réseau élargi de dix Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) contre seulement trois à ses débuts.

Cette montée en puissance repose sur quatre piliers à savoir : (i) une transparence vis-à-vis des acteurs du marché ; (ii) une communication régulière avec les SVT à travers l'organisation des réunions de cadre de concertation ; (iii) l'obtention d'une notation souveraine en monnaie locale et ; (iv) des réformes institutionnelles ainsi que le renforcement des capacités du personnel du Trésor.

Ces efforts ont permis d'améliorer l'accès au financement domestique à travers des techniques et des instruments du marché (adjudications, syndications, rachats)

Malgré un contexte international marqué par des incertitudes économiques et financières, et un environnement national encore confronté à des défis structurels, l'économie centrafricaine montre des signes de résilience. L'amélioration progressive de la situation sécuritaire, la reprise de l'activité dans les secteurs de l'agriculture, mines, BTP, énergie et télécommunications ainsi que la mise en œuvre de réformes budgétaires soutenues par les partenaires techniques et financiers, renforcent les perspectives économiques à court et moyen terme.

Pour l'exercice 2026, conformément à sa Loi de Finances, la RCA affiche un besoin de financement de 172,66 milliards FCFA, dont la majeure partie sera mobilisée via les Titres Publics sur le marché régional des valeurs du Trésor

La politique d'émission adoptée vise à améliorer : la prévisibilité des interventions du Trésor ; la gestion des risques ; l'allongement progressif des maturités, la transparence de l'information mise à la disposition des investisseurs, la diversification de la base des investisseurs. Cette approche s'inscrit dans le cadre de la Stratégie de la Dette à Moyen Terme (SDMT 2025–2027), visant à concilier financement du développement et soutenabilité de la dette publique.

Les titres publics émis par la République Centrafricaine bénéficient de la garantie souveraine de l'État et reposent sur des mécanismes régionaux robustes de règlement et de remboursement, assurés par la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), en vertu d'une convention liant les États à la BEAC et l'autorisant à procéder au débit d'office des comptes courants des États ouverts dans ses livres. Les titres publics offrent ainsi aux investisseurs des instruments de placement en monnaie locale, assortis de rendements attractifs et d'un cadre institutionnel sécurisé.

La présente Note d'Information constitue un outil d'aide à la décision pour les investisseurs et les SVT. Elle vise à faciliter une appréciation des opportunités et des risques, dans un esprit de transparence. Elle détaille la trajectoire économique et financière du pays à travers cinq axes :

- la présentation de l'émetteur,
- L'analyse de la conjoncture économique nationale et ses perspectives de croissance ;
- L'état des finances publiques, incluant les secteurs extérieur et bancaire ;
- La structure de la dette publique, les besoins de financement et les mécanismes de garantie et de solvabilité ;
- Les principaux facteurs de risques et leurs mesures d'atténuation.





I-PRESENTATION GENERALE DE L'EMETTEUR



1.1.2. Localisation géographique du pays

La République Centrafricaine (RCA) est un pays enclavé avec une superficie de **623 000 km²**. Elle est limitée au nord par la République du Tchad, à l'est par la République du Soudan et la République du Soudan du Sud, à l'ouest par la République du Cameroun, au sud par la République du Congo et la République Démocratique du Congo.

Le climat de la République Centrafricaine est de type tropical, caractérisé par l'alternance de deux saisons : une saison des pluies et une saison sèche.



Paysage typique centrafricain Source : wikipedia.org

Au Sud, un climat équatorial avec deux saisons. Une saison de pluie et une saison sèche et des précipitations pouvant atteindre 1 800 mm par an. Au Centre, le climat est chaud et relativement sec ; la saison des pluies s'étend de mai à octobre et la saison sèche de novembre à avril.

Au Nord, un climat sahélien avec des précipitations beaucoup plus faibles (800 mm par an). Les températures moyennes varient entre 27°C et 32°C pouvant atteindre 40°C dans la sous-préfecture de Birao.

La République Centrafricaine est un pays faiblement peuplé d'une densité moyenne d'environ 9,8 habitants au km². La population est inégalement répartie sur l'ensemble du territoire national, avec une concentration plus marquée dans les régions du centre et du Nord-ouest, notamment dans les préfectures de l'Ouham, l'Ouham Fafa, de l'Ouham-Pendé, Lim Pendé, de la Ouaka, de la Basse-Kotto et dans la capitale Bangui. Environ une personne sur six réside à Bangui.

Près de 70 % de la population vit sur environ un tiers du territoire national, principalement en milieu urbain, tandis que les zones rurales demeurent faiblement peuplées. Les principales agglomérations du pays sont Bangui, Berberati, Carnot, Bambari, Bouar, Bossangoa, Bangassou et Mobaye.

La végétation est dense, avec environ 3,5 millions d'hectares de forêts situées principalement dans le sud du pays, constituant un potentiel important pour la production forestière. Les terres cultivables sont estimées à environ 15 millions d'hectares, offrant des perspectives significatives pour le développement agricole.

La République Centrafricaine est membre de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), aux côtés du Cameroun du Congo, du Gabon, de la Guinée Équatoriale et du Tchad. La CEMAC a pour

missions :

- le renforcement de l'intégration économique et monétaire entre les États membres ;
- la promotion des échanges intracommunautaires par l'élimination des entraves au commerce ; la coordination des politiques de développement ; la libre circulation des biens et des personnes.
- le renforcement de la solidarité entre les États membres.

1.2. Système politique centrafricain

1.2.1. Le pouvoir exécutif

Le pouvoir exécutif est exercé par le Président de la République et le Gouvernement. Le Président de la République est le Chef de l'État. Il fixe les grandes orientations de la politique nationale, veille au respect de la Constitution et assure le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'État. Il est le garant de l'indépendance nationale, de l'intégrité du territoire et du respect des accords et traités internationaux.

Le Président de la République nomme le Premier ministre et met fin à ses fonctions. Sur proposition du Premier ministre, il nomme les membres du Gouvernement et met fin à leurs fonctions.

1.2.2. Le pouvoir législatif

Le pouvoir législatif est exercé par un Parlement monocaméral, dénommé Assemblée Nationale. Celle-ci est composée de 144 députés élus au suffrage universel direct pour un mandat de sept (7) ans, sauf en cas de dissolution. L'Assemblée Nationale vote les lois et contrôle l'action du Gouvernement.

1.2.3. Le Pouvoir judiciaire

Le pouvoir judiciaire est indépendant des pouvoirs exécutif et législatif. Les magistrats ne sont soumis, dans l'exercice de leurs fonctions, qu'à l'autorité de la loi. Le Président de la République est Président du Conseil Supérieur de la Magistrature.

La justice est rendue au nom du peuple centrafricain par le Conseil Constitutionnel, la Cour de Cassation, le Conseil d'État, la Cour des Comptes, les Cours d'Appel, les Tribunaux, la Haute Cour de Justice et les autres juridictions prévues par la loi.



1.3.Présentation de l'Emetteur

1.3.1. De la Présidence de la République à l'Organe émetteur des Titres Publics

L'État centrafricain, représenté par le Ministère en charge des Finances et du Budget, définit la politique nationale d'endettement.

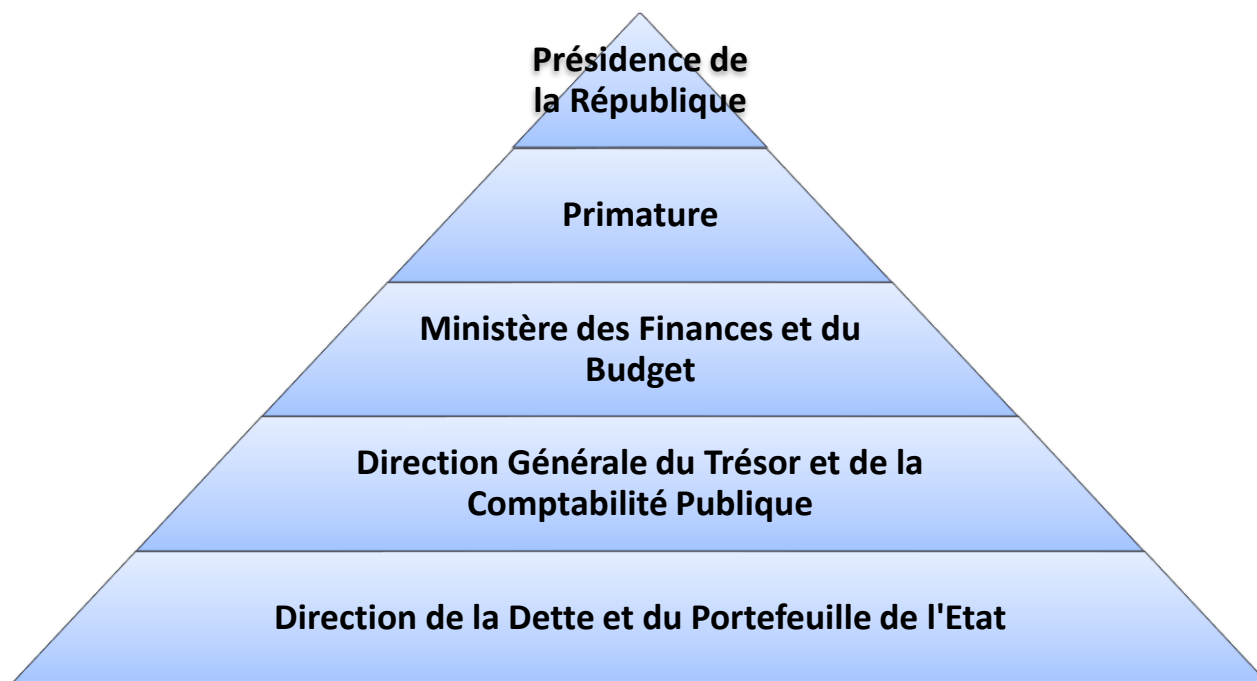
La Direction de la Dette et du Portefeuille de l'État (DDPE), structure relevant de la Direction Générale du Trésor Public, est chargée de la mise en œuvre de la politique d'endettement et du pilotage des opérations d'émission des Valeurs du Trésor, notamment à travers le service de négociation, renégociation d'emprunts et émissions des titres publics.

Ses principales missions portent sur :

- l'élaboration du plan annuel de financement et des calendriers d'émission ;
- le suivi du processus décisionnel lors des adjudications ;
- l'analyse et la proposition d'opérations de titrisation ;
- l'étude des modalités de financement du déficit budgétaire et de placement des excédents de trésorerie.

La figure ci-dessous met en évidence la place de la DDPE dans l'organigramme de l'émetteur.

Figure 1 : Organigramme de l'Emetteur



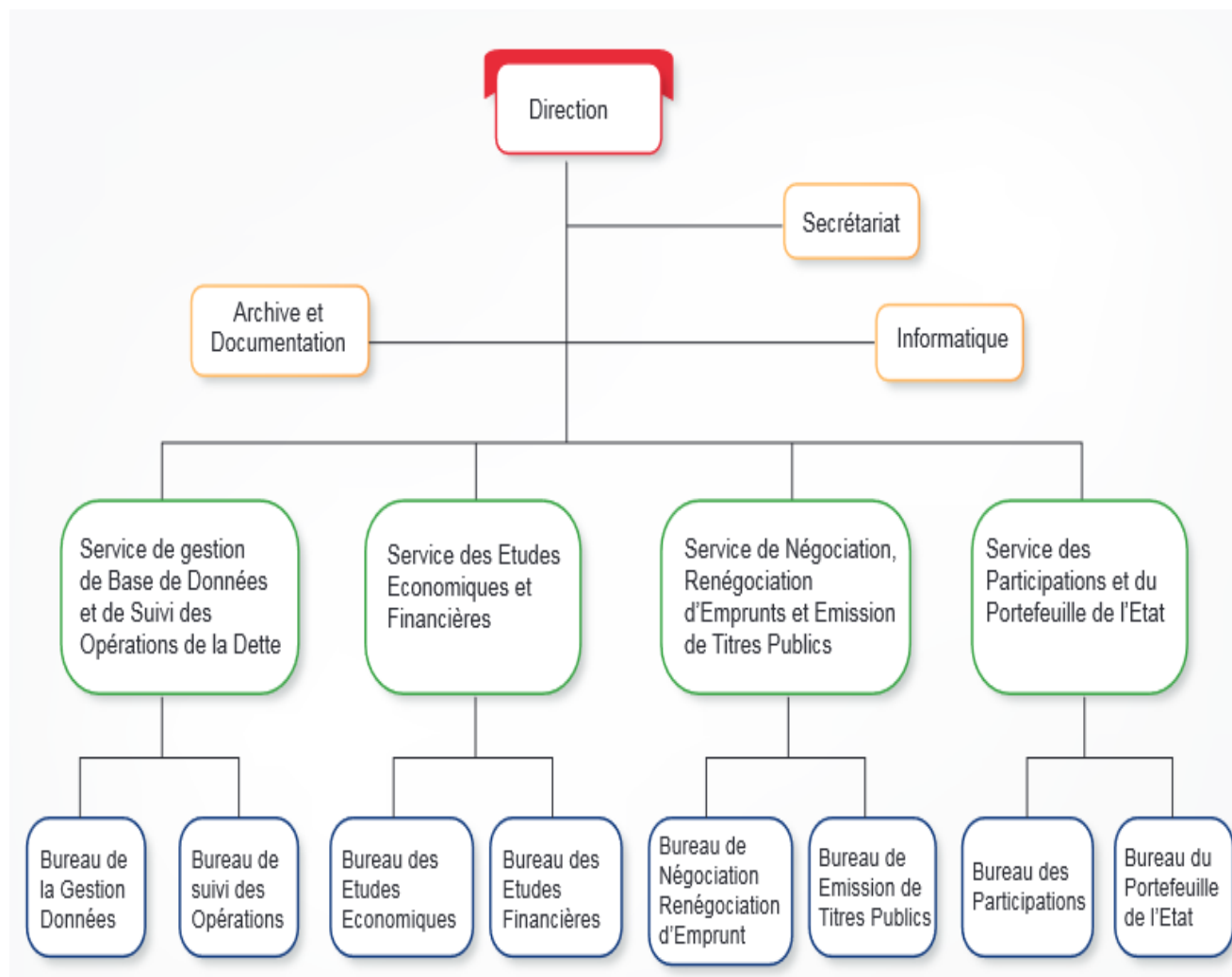
1.3.2. La Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat et ses attributions

La Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat (DDPE) est chargée de la gestion de la dette publique et du suivi du portefeuille de l'Etat. À ce titre, elle assure :

- la coordination et le contrôle des activités liées à la gestion de la dette ;
- la participation aux négociations et renégociations d'emprunts ;
- l'élaboration et la mise à jour de la Stratégie de Gestion de la Dette à Moyen Terme ;
- le suivi du respect des plafonds d'endettement fixés par la Loi de Finances ;
- la publication des informations relatives aux emprunts et à la dette publique ;
- l'évaluation et la gestion des risques liés à la dette, aux garanties de l'Etat et aux partenariats public-privé ;
- l'exécution et le suivi du service de la dette ;
- la production des rapports périodiques et annuels sur la dette publique ;
- le respect des obligations statutaires d'information vis-à-vis des Partenaires Techniques et Financiers ;
- la mise en place d'un système d'archivage électronique et physique sécurisé des accords de prêts et des registres comptables sur la dette publique ;
- la projection du service de la dette pour l'élaboration du budget de l'Etat ;
- l'exhaustivité, l'exactitude et la cohérence des données et informations enregistrées dans le système de gestion de la dette ;
- les obligations de paiement du service de la dette à bonne date ;
- l'accompagnement des entreprises du portefeuille dans leurs mutations ;
- l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre de la stratégie de l'Etat actionnaire ;
- la mise en œuvre d'une bonne politique de dividende ;
- la production des rapports périodiques et annuels d'activités de la Direction.

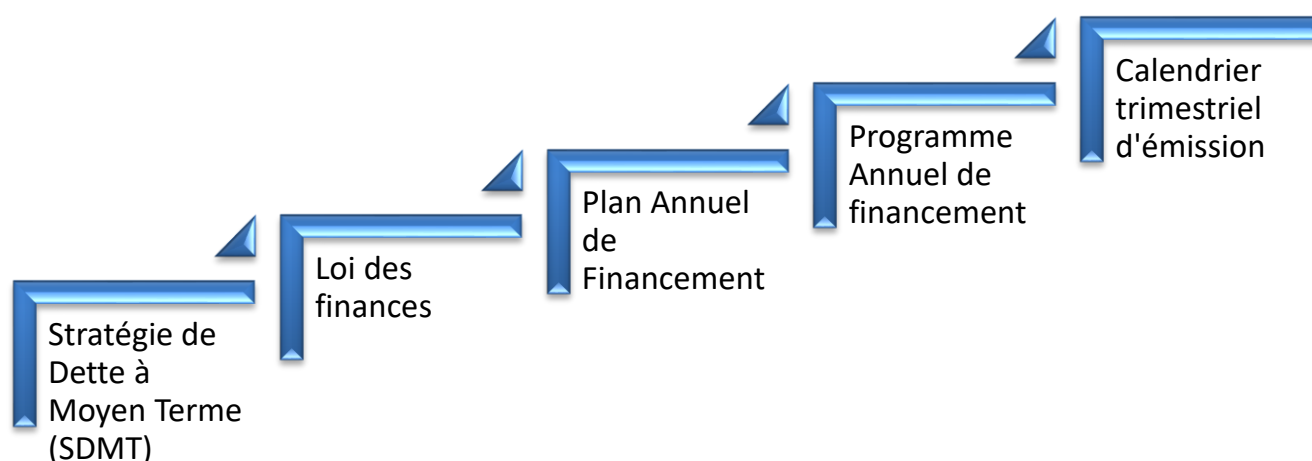


Figure 2 : Organigramme de la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat



La figure ci-dessous met en évidence le processus d'émission des Valeurs du Trésor.

Figure 3 : Processus d'émission des Valeurs du Trésor



1.3.3. Présentation du réseau des Spécialistes en Valeur du Trésor de la RCA

Le réseau des Spécialistes en Valeurs du Trésor de la République Centrafricaine compte dix banques agréées par le Ministère des Finances et du Budget. Trois de ces banques sont résidentes et sept sont non résidentes, à savoir :

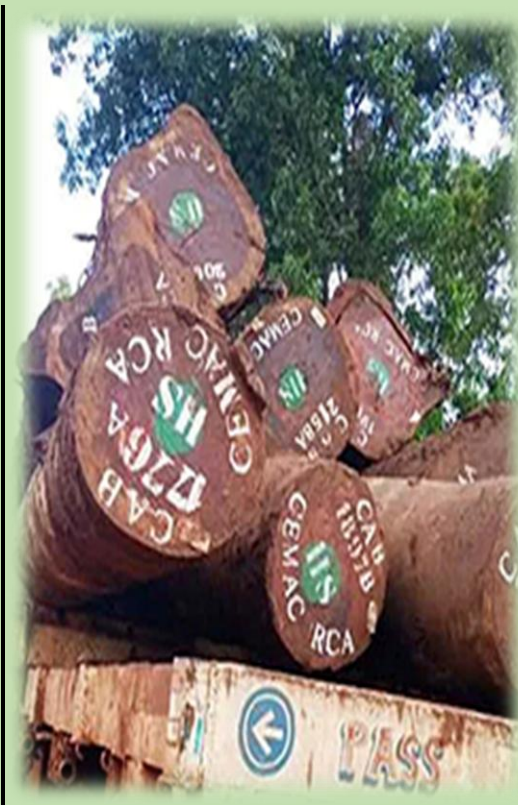
➤ **Les SVT résidents :**

- Banque Populaire Maroco-Centrafricaine ;
- BGFI Bank Centrafrique ;
- Ecobank Centrafrique.

➤ **Les SVT non-résidents :**

- Ecobank Cameroun ;
- Société Générale Cameroun ;
- Union Bancaire Cameroun ;
- Afriland First Bank ;
- Union Bancaire Atlantique (UBA) ;
- Banque d'Investissement de Crédit et d'Epargne du Cameroun (BICEC) ;
- Crédit Communautaire d'Afrique BANK (CCABANK).





SITUATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE, NATIONALE ET PERSPECTIVES



2.1. Vue d'ensemble macroéconomique

Dans un contexte marqué par des vulnérabilités structurelles et des chocs récurrents, cette section propose une lecture synthétique du contexte économique et financier international, sous régional et national et de ses perspectives à court et moyen terme.

2.1.1. Contexte économique et financier international et sous régional

L'environnement économique mondial reste marqué par des incertitudes persistantes, liées notamment aux tensions géopolitiques, au resserrement des conditions financières internationales, à la fragmentation du commerce mondial et aux effets différés des chocs inflationnistes post-pandémie. Selon les perspectives du FMI (octobre 2025), la croissance mondiale devrait ralentir progressivement, s'établissant autour de 3,1 % en 2026, avec une décélération plus marquée dans les économies avancées, tandis que les pays émergents et en développement maintiennent une dynamique relativement plus robuste.

L'inflation mondiale poursuit sa décrue mais reste exposée à des risques haussiers, notamment liés aux tensions sur les chaînes d'approvisionnement, à l'évolution des prix de l'énergie et aux conflits régionaux. Les conditions de financement international demeurent contraignantes, particulièrement pour les pays à faible revenu, qui connaissent un accès limité aux marchés internationaux et un coût élevé du service de la dette.

Au niveau sous régional, la CEMAC affiche une reprise modérée, avec une croissance économique projetée à environ 3,3 % en 2026, soutenue par :

- la stabilisation macroéconomique ;
- la remontée progressive des investissements publics ;
- la mise en œuvre de stratégies d'import-substitution ;
- l'approfondissement du marché régional des titres publics.

Le marché des valeurs du Trésor de la CEMAC a enregistré une augmentation significative des encours, accompagnée d'une baisse relative des taux de couverture, traduisant une demande soutenue mais plus sélective.

2.1.2. Situation économique nationale

La conjoncture économique et financière de la RCA en 2025 s'inscrit dans un contexte de reprise progressive de l'activité économique, soutenue par :

- l'amélioration de la sécurité et la libre circulation personnes et des biens ;
- la poursuite des réformes macroéconomiques, budgétaires et structurelles, dans le cadre du programme appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI ;



- la performance favorable de certaines branches économiques, notamment :
- agriculture et extraction aurifère;
- énergie, grâce à la montée en puissance de la centrale solaire de Danzi et de SAKAÏ ;
- BTP, commerce, et télécommunications.
- L'appui croissant aux mesures de modernisation économique, telles que la digitalisation et le développement des télécommunications.

En revanche, des contreperformances ont été observées dans les branches sylvicoles et diamantifères, dans un environnement toujours contraint par des difficultés d'approvisionnement en carburant.

Les perspectives révisées tablent sur une croissance du PIB réel de 3,5 % en 2025, contre 1,6 % en 2024.

2.1.3. Prix et inflation

Les tensions inflationnistes restent contenues. À fin août 2025, le taux d'inflation moyen annuel s'établit à 2,1 %, contre 1,5 % à fin août 2024. La trajectoire projetée pour 2025 indique un niveau moyen annuel autour de 2,1 % à fin décembre.

2.1.4. Finances publiques

À fin août 2025, les recettes « cash » se sont établies à 125,97 milliards de FCFA, affichant un taux de réalisation de 100,4 %, soit une progression de 23,4 % par rapport à la même période en 2024. Cette évolution résulte, notamment de recettes exceptionnelles liées à la téléphonie (licence 4G), et du renforcement de la mobilisation des recettes via la digitalisation.

La structure de la dette publique nécessite une vigilance particulière, en raison de l'accroissement des besoins de refinancement, lié à la concentration des échéances à court terme et à l'augmentation des émissions de Titres Publics.

Tableau 1 – Cadre macroéconomique (prévisions 2025)

Indicateur	2024	2025 (estimation)
Croissance du PIB réel	1,6 %	3,5 %
Inflation moyenne annuelle	1,5 %	2,1 %
Déficit budgétaire (engagements, hors dons)	-11,1 % du PIB	-9,3 % du PIB
Solde des transactions courantes (transferts inclus)	-9,3 % du PIB	-0,2 % du PIB
Masse monétaire	+14,5 %	+17,8 %

Source : BEAC, *Rapport de conjoncture – août 2025*.



2.2. ANALYSE SECTORIELLE

L'économie centrafricaine repose sur trois secteurs, à savoir : un secteur primaire dominant, un secteur secondaire en transition et un secteur tertiaire en forte expansion.

2.2.1. Un secteur primaire (pilier de la croissance)

En 2025, le secteur primaire représente plus de 30 % du PIB et contribue à 0,7 point de croissance, contre 0,3 point en 2024.

La production agricole vivrière atteint 1,33 million de tonnes (+2,57 %), portée par le manioc (927 600 t ; +2,5 %), le maïs (121 900 t ; +2,52 %), l'arachide (150 200 t ; +2,46 %) et le riz paddy (14 600 t ; +3,55 %).

Les cultures d'exportation sont contrastées :



Sur la période 2025 comparativement à 2024 :

- le **coton** recule fortement, avec une production de 221,4 t (-73,8 %) et des exportations de 84,7 t (-75,1 %).
- le **café** progresse avec 1 145,2 t exportées (+7,3 %) pour 2,03 milliards FCFA (+13,6 %) et un prix moyen de 1 770 FCFA/kg ;

L'élevage progresse modérément : 41,8 millions de têtes (+2,2 %) dont 6,6 millions de bovins ; 8,1 millions de caprins et 27,1 millions de volailles.

Le secteur forestier enregistre une baisse de la production de grumes à 610 344 m³ (-1,1 %), mais une hausse des exportations à 204 642 m³ (+4,3 %) pour 26,26 milliards FCFA (+4,4 %).

Dans les mines :



- les **diamants** chutent à 55 449,7 carats (-28,4 %) avec 3,41 milliards FCFA de recettes (-38,4 %), tandis que,
- l'**or** connaît une expansion exceptionnelle de 4,39 millions de grammes (+670,5 %), 131,7 milliards FCFA de recettes (+820,9 %) et 2,95 milliards FCFA de taxes.

Dans l'ensemble, le secteur primaire centrafricain présente un profil attractif à moyen terme, combinant abondance de ressources, potentiel de rattrapage élevé et contribution croissante à la croissance économique. Les opportunités les plus porteuses se situent dans l'agro-industrie, la transformation du bois, la filière aurifère et les chaînes de valeur de l'élevage.

Toutefois, la matérialisation de ce potentiel repose sur la poursuite de l'amélioration sécuritaire, le renforcement des infrastructures rurales, la structuration des filières et la mise en place de mécanismes de mitigation des risques (partenariats public-privé, appuis concessionnels, garanties, assurances).

2.2.2. Un secteur secondaire en transition

En 2025, la contribution du secteur secondaire à la croissance passe de 0,1 % à 0,2 % du PIB.

La transformation du bois



progresses, mais reste limitée : 5 entreprises sur 13 seulement transforment leurs grumes, loin du seuil réglementaire de 70 %.

Les industries manufacturières affichent des performances contrastées, avec un repli du chiffre d'affaires global.

Les secteurs de l'énergie et de l'eau



s'améliorent grâce aux centrales solaires de Danzi et Sakai, malgré des contraintes de réseau.

Le BTP: le chiffre d'affaires atteint 5 763,4 millions FCFA à fin août 2025, contre 5 140,1 millions FCFA en 2024, soit +12,1 %, soutenu par les projets du PND 2024-2028.

Dans l'ensemble, le secteur secondaire en 2025 présente une dynamique positive mais encore fragile, portée par le BTP, l'énergie et la transformation du bois, mais freinée par des contraintes structurelles persistantes. À moyen terme, son potentiel de croissance demeure significatif, sous réserve d'une accélération des investissements industriels, d'une amélioration de l'accès à l'énergie, du renforcement des infrastructures logistiques et d'un environnement des affaires plus favorable à l'industrialisation.

2.2.3. Un secteur tertiaire en essor

Le secteur tertiaire confirme son rôle central en 2025.

Le **commerce** progresse avec un chiffre d'affaires de 70,38 milliards FCFA (+13,8 %), tiré par :

- les matériaux et biens de consommation (+22,7 % ; 12,80 milliards FCFA) ;
- les véhicules et services (+23 % ; 7,72 milliards FCFA) ;
- les hydrocarbures (45,37 milliards FCFA ; +11,1 %).

Les **transports** évoluent de manière contrastée :

- le **transport fluvial** reste à l'arrêt sur l'Oubangui à fin juin 2025 ;
- le **transport routier**



progresse avec un chiffre d'affaires du BARC de 1 160,2 millions FCFA (+22,7 %) ; et

- le **transport aérien** s'améliore avec +8,3 % de mouvements, +7,5 % de passagers et +14,7 % de fret.

Les **télécommunications** enregistrent une hausse de 5,9 % des abonnés, portées par la 4G, la fibre et le mobile money.

Le **secteur hôtelier** progresse : taux d'occupation de 40,93 % (+2,62 points) et chiffre d'affaires de 2,42 milliards FCFA (+16,2 %).

Dans l'ensemble, le secteur tertiaire présente en 2025 une dynamique globalement favorable, portée par le commerce, les transports routier et aérien, les télécommunications et l'hôtellerie, malgré des fragilités persistantes dans certains segments. À court et moyen terme, ses perspectives restent positives, sous réserve de la poursuite de la stabilisation sécuritaire, du renforcement des infrastructures et de la mise en œuvre effective des réformes structurelles.



III- FINANCES PUBLIQUES, SECTEUR EXTÉRIER ET SECTEUR BANCAIRE



3.1. Situation des Finances publiques et du secteur extérieur

3.1.1. Situation des finances publiques

L'Assemblée Nationale de la République centrafricaine (RCA) a adopté, le 10 décembre 2025, la Loi de Finances pour l'exercice 2026, dans un contexte marqué par des besoins de financement important mais maîtrisés, et par la poursuite d'importantes réformes des finances publiques.

Ce cadre budgétaire s'inscrit dans une trajectoire de consolidation macroéconomique, offrant ainsi des opportunités attractives d'investissement sur le marché régional des titres publics.

3.1.1.1. Contexte macroéconomique et exécution budgétaire

L'économie centrafricaine évolue dans un environnement international encore incertain, caractérisé par le ralentissement de la croissance mondiale, le durcissement des conditions financières et la persistance de tensions géopolitiques.

Malgré ces contraintes, la RCA affiche une résilience croissante, soutenue par :

- l'amélioration significative de la situation sécuritaire ;
- la reprise graduelle de l'activité économique ;
- l'appui des partenaires techniques et financiers.

La croissance du PIB réel est estimée à 3,0 % en 2025 et projetée à 3,5 % en 2026, portée par l'agriculture, le secteur minier, les BTP, l'énergie, les télécommunications (4G, mobile money) ainsi que par les investissements structurants du Programme National de Développement (PND) 2024–2028.

3.1.1.2. Exécution budgétaire à fin septembre 2025

À fin septembre 2025, l'exécution du budget de l'État (base caisse) fait ressortir des recettes mobilisées de 209,32 milliards FCFA, soit 57,01 % de la prévision annuelle. Les dépenses exécutées s'élèvent à 215,97 milliards FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 56,19 %.

La mobilisation des recettes domestiques atteint 139,62 milliards FCFA (75,06 % de la prévision annuelle), avec une amélioration notable des performances de la Direction Générale des Impôts et des Domaines (+21,9 % en glissement annuel) et du Trésor (+25,5 %), traduisant les effets positifs de la digitalisation, de la bancarisation via le Compte Unique du Trésor et du renforcement des contrôles.

Les dépenses demeurent dominées par les charges incompressibles : dépenses de personnel (77,9 % d'exécution), transferts et service de la dette. Cette rigidité structurelle justifie le recours au marché régional des titres publics comme instrument clé de gestion de trésorerie.



3.1.1.3. Loi de Finances 2026 : présentation générale

La Loi de Finances 2026 s'inscrit dans la mise en œuvre des orientations stratégiques du Programme National de Développement 2024–2028. Elle vise à concilier discipline budgétaire, soutien à la croissance et renforcement de la soutenabilité des finances publiques.

3.1.1.4. Les ressources du budget 2026

Les ressources totales sont évaluées à 368,43 milliards FCFA, en légère progression, tandis que les *recettes intérieures* atteignent 206,80 milliards FCFA, en hausse de 11,18 %, confirmant l'ambition de renforcement de la mobilisation domestique.

La structure des ressources repose sur :

- 56,1 % de recettes intérieures ;
- 43,9 % de ressources extérieures (dons projets, appuis budgétaires et emprunts concessionnels).

Les tableaux ci-dessous présentent la répartition des ressources totales du budget de l'Etat et des recettes intérieures entre les trois principales régies financières comme suit :

Tableau 2 : Prévisions des ressources du budget général 2026 par source (en milliards FCFA)

Source	Montant 2026	Part (%)
Recettes intérieures	206,80	56,13 %
Appuis budgétaires	29,23	7,93 %
Dons projets	125,40	34,04 %
tirage sur emprunts extérieurs	7,00	1,90 %
Total ressources	368,43	100 %

Source : LF 2026 – DGB/MFB

Tableau 3 : Prévisions des recettes intérieures 2026 par régie (en milliards FCFA)

Régie financière	Montant 2026
Douanes et droits indirects	75,80
Impôts et Domaines	79,00
Trésor public	52,00
Total recettes intérieures	206,80

Source : LF 2026 – DGB/MFB

Les recettes du budget général de l'État pour 2026 se décomposent entre recettes intérieures et ressources extérieures. Les recettes intérieures sont portées par les administrations fiscale, douanière et du Trésor, tandis que les ressources extérieures reposent essentiellement sur les dons projets et les appuis budgétaires.



3.1.1.5. Dépenses de l'État en 2026 par nature économique

Les charges totales sont projetées à 396,35 milliards FCFA, en hausse de 3,11 %, principalement en raison

- de l'intégration de nouveaux agents publics ;
- des échéances électorales ;
- du renforcement des mesures sociales.

Le tableau ci-dessous donne les détails de dépenses de l'Etat pour l'exercice 2026.

Tableau 4 : Prévisions des dépenses de l'État en 2026 par nature (en milliards FCFA)

Nature de dépense	Montant 2026	Part (%)
Dépenses primaires	237,04	59,8 %
Charges financières	26,92	6,8 %
Dépenses d'investissement	142,20	35,9 %
... dont sur ressources propres	9,80	—
Total dépenses	396,35	100 %

Source : LF 2026 – DGB/MFB

La structure des dépenses met en évidence :

- 237,04 milliards FCFA de dépenses primaires ;
- 26,92 milliards FCFA de charges financières liées au service de la dette ;
- 142,20 milliards FCFA de dépenses d'investissement, dont 9,80 milliards FCFA financés sur ressources propres orientées vers les infrastructures, l'énergie, les routes et le capital humain.

3.1.1.6. Solde budgétaire et financement

Le solde budgétaire global pour 2026 ressort est de **–27,92 milliards FCFA**, soit **–1,2 % du PIB**, traduisant une **gestion prudente et maîtrisée** du déficit.

Le besoin de financement est principalement couvert par :

- les émissions de titres publics sur le marché régional CEMAC ;
- des financements concessionnels multilatéraux et bilatéraux ; et
- des appuis budgétaires extérieurs.

Cette stratégie s'inscrit dans le cadre du programme appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) du FMI, garantissant une trajectoire de réduction progressive du déficit.



Tableau 5 : Soldes budgétaires 2026

Indicateur	Valeur
Solde budgétaire global	-27,92 Mds FCFA
Solde primaire	-30,24 Mds FCFA

Source : LF 2026 – DGB/MFB

3.1.1.7. Réformes et perspectives

Depuis 2018, la RCA met en œuvre un agenda ambitieux de réformes, aligné sur les directives de la CEMAC, notamment en matière de transparence et de bonne gouvernance.

Les réformes structurantes portent sur :

- la modernisation de la gestion budgétaire et comptable (CUT, SIM-BA) ;
- l'opérationnalisation complète du Compte Unique du Trésor (CUT) à la BEAC ;
- la digitalisation et la sécurisation des recettes (e-Tax, e-TVA et Sydonia word) ;
- l'élargissement de l'assiette fiscale (foncier, télécommunications et services numériques, hydrocarbures, secteur bancaire et assurantiel) ;
- la transition vers le budget-programme ;
- le renforcement du cadre de gestion de la dette (CNDP, SDMT, SYGADE) ;
- l'élaboration du Manuel de procédure de gestion de la dette.

À moyen terme, ces réformes visent une hausse durable des recettes, une réduction progressive du déficit et une amélioration continue de la crédibilité budgétaire.

3.1.2. Secteur extérieur

3.1.2.1. Commerce extérieur

La structure du commerce extérieur de la RCA demeure dominée par les exportations de produits primaires, notamment le bois, l'or, le diamant, le coton et le café. Les importations sont principalement constituées de produits pétroliers, de biens alimentaires, de matériels de construction et de biens de consommation.

La reprise progressive des exportations minières et forestières a contribué à une amélioration relative des recettes d'exportation. Toutefois, le déficit commercial demeure structurel en raison de la forte dépendance aux importations.



3.1.2.2. Balance des paiements

Le solde des transactions courantes, transferts inclus, s'est amélioré récemment, soutenu par les appuis extérieurs, les envois de fonds et la reprise des exportations. À moyen terme, la balance des paiements devrait bénéficier : - de la diversification progressive des exportations ; - de la substitution partielle aux importations ; - du maintien des appuis des partenaires techniques et financiers.

Tableau 6 : Evolution du commerce extérieur de la RCA à fin août 2023

	(En millions de F CFA)			Variation 2023/2022
	08mois2021	08mois2022	08mois2023	
<u>IMPORTATIONS</u>				
Hydrocarbures	30.469,0	12.776,0	11.331,0	-11,3%
Biens d'équipements et divers	33.570,0	26.000,0	26.400,0	1,5%
Autres (Marchandises générales)	89.970,0	110.692,0	103.200,0	-6,8%
TOTAL	154.009,0	149.468,0	140.931,0	-5,7%
<u>EXPORTATIONS</u>				
Bois (Grumes et sciages)	28.735,0	32.010,0	29.933,0	-6,5%
Café	186,7	1401,2	865,3	-38,2%
Coton	469,5	351,9	296,8	-15,7%
Diamants	4.221,5	5.464,8	6.886,9	26,0%
Or	8.593,8	19.128,7	32.885,5	71,9%
TOTAL	42.206,5	58.356,6	70.867,5	21,4%
TOTALGENERAL	196.215,5	207.824,6	211.798,5	1,9%

Source : Administrations nationales

Les exportations demeurent concentrées autour de :

- l'or (forte progression des volumes et des prix) ;
- les diamants ;
- le bois (grumes et sciages) ;
- le coton et le café.

La diversification des exportations reste un enjeu clé à moyen terme.



3.2. Secteur bancaire

Le secteur bancaire centrafricain demeure stable mais de taille modeste. Il est dominé par un nombre limité d'établissements, majoritairement filiales de groupes régionaux, à savoir :

- BGFI Bank Centrafrique ;
- BSIC-Centrafrique ;
- Banque Populaire Maroco-Centrafricaine (BPMC) ;
- ECOBANK Centrafrique.

Le secteur demeure concentré à Bangui, ce qui limite :

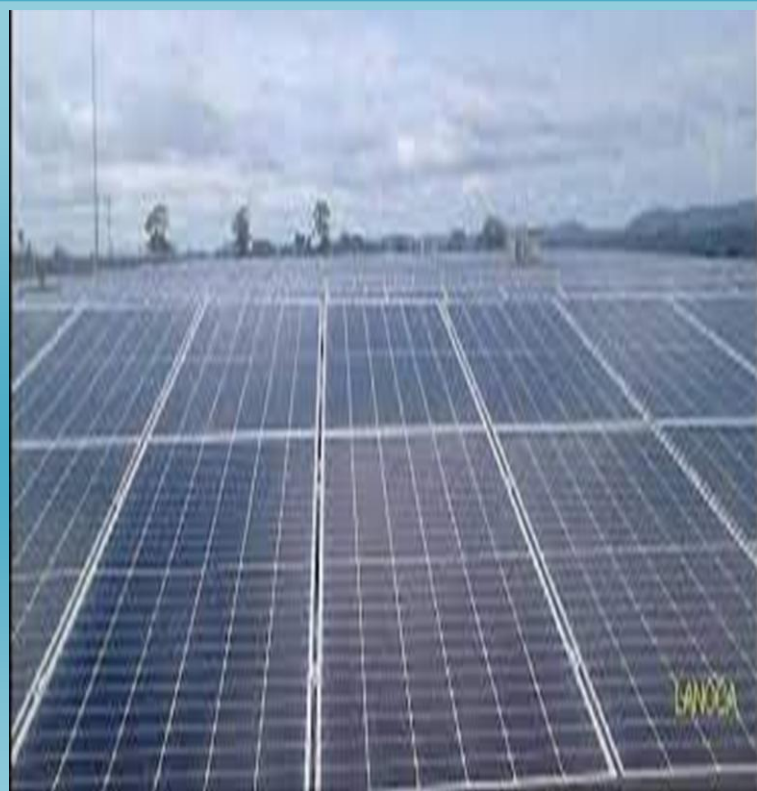
- le taux de bancarisation (environ 7 %) ;
- le taux d'inclusion financière (environ 3 %).

Les indicateurs de solvabilité et de liquidité restent globalement conformes aux normes prudentielles de la COBAC. Cependant, le crédit à l'économie demeure contraint par :

- la perception du risque ;
- - la faiblesse de la bancarisation ;
- - l'insuffisance de garanties.

Toutefois, le développement du mobile money et l'approfondissement du marché des titres publics contribuent progressivement à la modernisation du système financier.





IV- DETTES ET BESOINS DE FINANCEMENT 2026



- à la mobilisation de ressources sur le marché intérieur des Titres Publics ; et
- aux décaissements concessionnels du FMI dans le cadre de la Facilité Élargie de Crédit et certains créanciers bilatéraux dont la France (AFD) ;

Le taux d'endettement est de 59,6 %. La structure du portefeuille reste dominée par la dette intérieure (67,8 %), traduisant une stratégie de financement orientée vers le marché domestique/régional, tandis que la dette extérieure demeure majoritairement concessionnelle.

Le portefeuille intègre également des engagements de longue date en instance de restructuration dans le cadre de l'Initiative PPTE (145 milliards FCFA).

Tableau 7 : Dette publique : indicateurs clés (fin octobre 2025)

Indicateur	Valeur
Stock de dette publique	1 099,9 Mds FCFA
Dette intérieure	745,7 (67,8 %)
Dette extérieure	354,2 (32,2 %)
Dette/PIB	59,6 %
Seuil communautaire CEMAC	70 %

Source : DDPE.

L'analyse de viabilité de la dette réalisée par le FMI confirme la soutenabilité de la dette, bien que le risque global demeure élevé. Le taux d'endettement demeure inférieur au seuil communautaire de la CEMAC (70 %).

4.1.1. Dette extérieure

La dette extérieure s'élève à FCFA 354,2 milliards à fin octobre 2025, représentant 32,2% du portefeuille total et 19,2% du PIB.

4.1.2. Dette intérieure

La hausse de l'endettement est tirée par la dette intérieure. Elle résulte principalement :

- de la baisse des appuis budgétaires ;
- du resserrement des conditions financières internationales ;
- du recours au marché des Titres Publics de la CEMAC.

À fin octobre 2025, la dette intérieure représentait FCFA 745,7 milliards représentant 67,8 % du portefeuille total et 44 % du PIB, portée essentiellement par :

- les Bons et Obligations du Trésor Assimilables (BTA, OTA) ;
- les concours de la BEAC et autres engagements intérieurs.



Entre 2023-2025, l'État a privilégié les OTA afin d'allonger la maturité moyenne du portefeuille. Toutefois, les émissions se sont fortement concentrées sur les maturités de 2 à 3 ans, générant des pics de remboursement attendus entre 2025 et 2028, ce qui accroît le risque de refinancement.

Les autorités ont engagé, dans le cadre de la SDMT 2025-2027, une réorientation progressive vers des maturités plus longues (4 ans et plus) et une diversification de la base d'investisseurs, notamment institutionnels.

4.2. Analyse de risque liés au portefeuille de la dette à fin octobre 2025

L'analyse de risque découle des indicateurs de coût et de risque du portefeuille de la dette.

Tableau 8 : Indicateurs de coût et risque du Portefeuille de la Dette (Fin octobre 2025)

Indicateurs de Coût et Risque	Réalisation à Fin octobre 2025
Stock de la dette (Mds FCFA)	1 099,9
Dette/PIB (%)	59,6
Coût moyen (%)	1,7
Maturité moyenne (ATM, ans)	5,8
Dette <1 an (% du total)	12,4
Dette en devises (% total)	21,9
Dette extérieure (% total)	32,2
Dette intérieure (% total)	67,8
PIB (en Mds XAF)	1 845,8

Source : Maquette SDMT 2024 / DDPE

4.2.1. Risque de refinancement

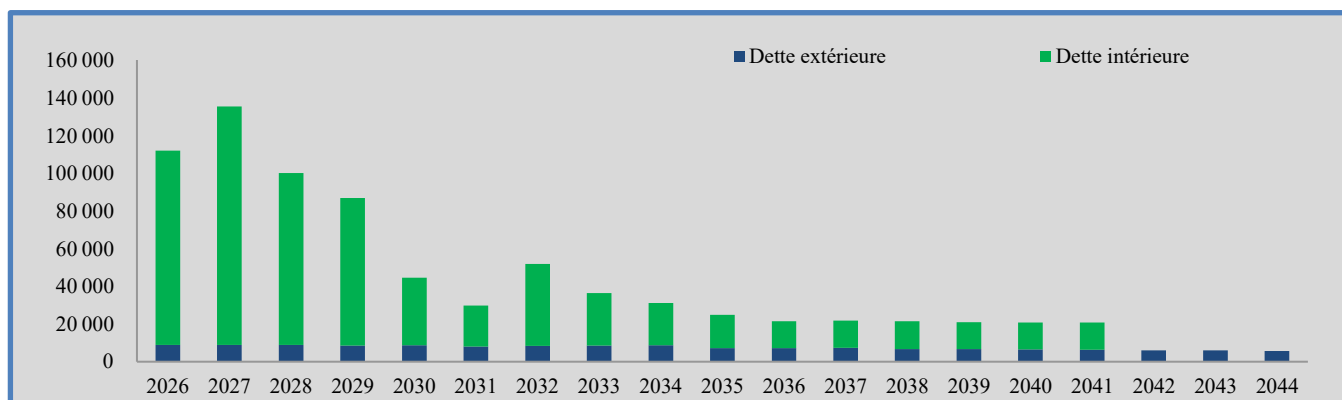
La maturité moyenne résiduelle de la dette est de 5,8 ans à fin octobre 2025 et la part de la dette venant à échéance dans un an (Dette <1 an) est à 12,4%. Ces indicateurs sont la conséquence directe de la forte concentration des émissions de Titres Publics sur des maturités courtes (2-3 ans). Ce recours aux maturités courtes est attribuable aux conditions défavorables du marché, qui pénalisent l'accès aux financements à long terme, faisant apparaître des pics de remboursement sur la période 2026-2029. Les mesures de mitigation engagées concernent (i) l'allongement progressif des maturités ($OTA \geq 7$ ans), (ii) les rachats ciblés et reprofilage, (iii) recours aux financements concessionnels et; (iv) l'amélioration de la prévisibilité du calendrier d'émissions.

4.2.2. Profil de remboursement

Le profil de remboursement ci-dessous indique des pics sur les quatre années à venir traduisant ainsi un risque de refinancement sur le court et moyen terme. Ceci est dû à la forte mobilisation des ressources de maturité courte sur le marché domestique.



Figure 4: Profil de remboursement projeté à 2044



Source : DDPE

4.2.3. Risque du taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est modéré car le portefeuille est à taux fixe. La dette dont le taux doit être refixé dans un an (% du total) est passée de 10,0% en 2024 à 12,4% à fin octobre 2025.

4.2.4. Risque de taux de change

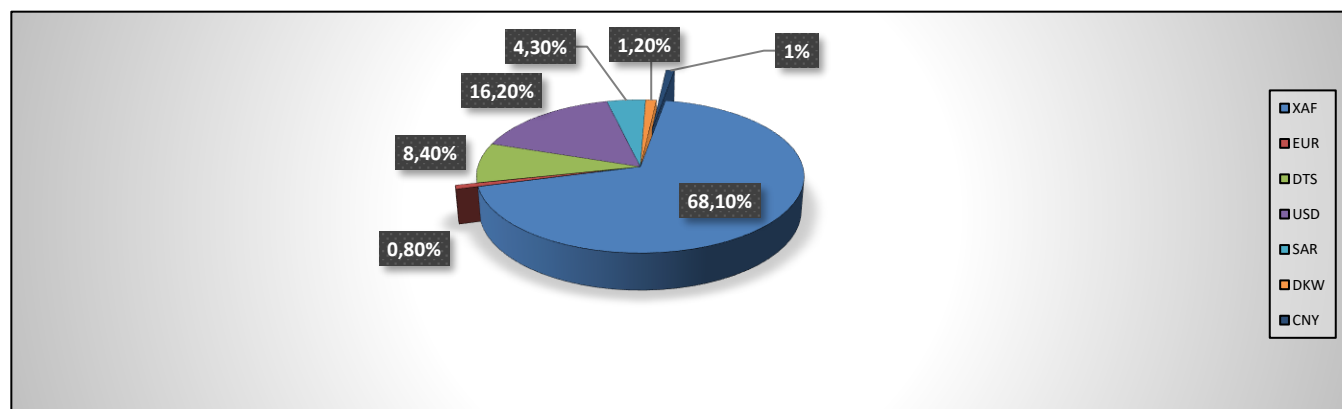
La part de la dette libellée en devises a diminué à 21,9 % à fin octobre 2025 contre 24,2 % en 2024. Cette diminution s'explique par le recours au marché domestique (libellé en XAF) et la rareté des financements extérieurs concessionnels. Le risque de change reste modéré, du fait de la prédominance du FCFA dans le portefeuille. L'absence d'instruments de couverture impose une vigilance continue.

4.2.5. Composition du portefeuille

Le portefeuille actuel est largement dominé par le XAF, suivi du dollar US et du DTS.

Figure 5 : Composition du portefeuille en devise

Source : DDPE



4.2.6. Coût de la dette

Le coût moyen pondéré de la dette publique a connu une baisse s'établissant à 1,7% à fin octobre 2025, contre 2,7% en 2024. Cette baisse s'explique par le décaissement du prêt concessionnel de la France (AFD) et les décaissements du FMI qui ont compensé le coût élevé de la dette intérieure.

4.2.7. le Plan de financement de l'année 2026

Le besoin global de financement de l'État pour 2026 est estimé à 172,66 milliards de FCFA. Il sera couvert par

- les appuis extérieurs concessionnels ;
- les ressources intérieures ;
- les émissions de titres publics sur le marché régional de la CEMAC

Tableau 9 : Equilibre budgétaire

Libellés	Prévisions loi de finances 2026	
	Ressources	Dépenses
Totale ressource	368 433 000	
Recettes propres	206 800 000	
<i>Impôts</i>	<i>79 000 000</i>	
<i>Douanes</i>	<i>75 800 000</i>	
<i>Trésor</i>	<i>52 000 000</i>	
Ressources extérieures	161 633 000	
Appui budgétaire	29 233 000	
<i>Appuis budgétaires</i>	<i>29 233 000</i>	
Dons	132 400 000	
<i>dons Projet</i>	<i>125 400 000</i>	
<i>Emprunts</i>	<i>7 000 000</i>	
Total dépense courante		369 438 095
Dépenses primaires		237 038 095
<i>Dépenses personnel</i>		<i>114 152 330</i>
<i>Dépenses biens et services</i>		<i>48 976 674</i>
<i>Dépenses de transferts</i>		<i>64 113 726</i>
Dépenses d'investissement		142 195 365
<i>Budget Etat</i>		<i>9 795 365</i>
<i>Financement extérieur</i>		<i>132 400 000</i>
Solde budgétaire primaire		-30 238 095
Charge financière de la dette (hors FMI FEC)		26 916 526
Amortissement de la dette (Hors FMI FEC)		38 178 379
<i>Remboursement Extérieure</i>		<i>9 563 130</i>
<i>Remboursement intérieure (hors FMI)</i>		<i>51 216 000</i>
<i>Rachats des titres publics de 2026 effectué en 2025</i>		<i>-22 600 751</i>



Solde budgétaire global		-66 100 000
Ressources emprunts intérieurs (Titres Publics)	66 100 000	
Equilibre budgétaire	434 533 000	434 533 000

Source : *Revue SDMT 2025–2027 : plan de financement 2026.*

Tableau 10 : *Besoin de Financement 2026*

	LFI 2026
A) Besoins de financement	72 733
Déficit primaire domestique	30 238
Paieement d'intérêts	26 916
Amortissement de dette	38 179
Dette intérieure	51 216
Extérieure	9 563
Rachats des titres publics de 2026 effectué en 2025	(-22 600)
B) Sources de financement	95 333
Marché régional	66 100
Appui budgétaire	29 233

Sources : *DDPE*

Tableau 11 : *ventilation des besoins de financement 2026 par créanciers et instruments*

Rubrique	Millions de XAF	En % du financement brut
Financement extérieur	29 233	31
Appuis budgétaires	29 233	
Financement intérieur	66 100	69
Titres Publics	66 100	
<i>BTA</i>	-	
<i>OTA (2-3 ans)</i>	30 000	31
<i>OTA (4-5 ans)</i>	27 000	28
<i>OTA (6-7 ans)</i>	9 100	10
Total du Financement Brut	95 333	100

Source : *DDPE / LF 2026 - SDMT 2025-2027*

Les ressources à mobiliser serviront à faire face aux charges de trésorerie et au financement de certains projets spécifiques d'investissement de l'Etat (infrastructures routière, l'Eau, l'Energie, la Sécurité, l'Agriculture, l'Education et la Santé)

4.3. Solvabilité et mécanismes de remboursement des titres publics

Les titres publics de la République Centrafricaine (RCA) bénéficient de la garantie souveraine de l'État. Le processus de règlement-livraison à l'échéance est sécurisé par le mécanisme de débit d'office mis en place par la BEAC.

Pour sécuriser la disponibilité des fonds pour le remboursement, l'émetteur a mis en place des mesures de cantonnement renforcées. Ainsi, à chaque échéance, la BEAC procède au débit d'office des comptes



de l'État pour honorer les obligations du service de la dette. Ensuite, le Trésor alimente régulièrement un compte dédié au remboursement des titres publics (BTA et OTA). Enfin, l'opérationnalisation complète du CUT vise à centraliser les ressources publiques pour une gestion plus fluide et transparente du service de la dette.

4.4. Notation financière

Dans une démarche de transparence et de renforcement de la confiance des marchés, la République Centrafricaine maintient un processus de notation financière en monnaie locale avec l'agence **Bloomfield Investment Corporation**.

La dernière notation (octobre 2024) a attribué les notes suivantes à la RCA :

- **Note de long terme : BB+** (Perspective stable).
- **Note de court terme : B** (Perspective stable).

Cette notation situe la RCA dans la catégorie spéculative.

4.5. Stratégie d'endettement 2025–2027 (SDMT)

Dans le but de se conformer aux meilleures pratiques internationales en matière de gestion de la dette publique, et conformément aux dispositions du Règlement n° 12/07/ UEAC-186-CM-15 du 19 mars 2007 qui établit un cadre de référence pour la politique d'endettement et la gestion de la dette publique dans les États de la CEMAC, la République Centrafricaine (RCA) a élaboré et publié en 2024 une Stratégie de la Dette à Moyen Terme (SDMT 2025 à 2027).

les objectifs stratégiques de la SDMT 2025-2027 visent à :

- pourvoir aux besoins de financement de l'État et de ses obligations de paiements futurs à moindres coûts tout en minimisant les risques y associés ;
- favoriser le développement du marché des valeurs du Trésor ; et
- favoriser la mobilisation des financements concessionnels et maintenir la viabilité de la dette à long terme.

La mise en œuvre de la SDMT en 2025 a été mitigée. Bien que le coût moyen de la dette ait baissé grâce à la dette bilatérale (prêt AFD) et les décaissements du FMI, les objectifs structurels de la stratégie n'ont pas été atteints. Cela s'explique par :

- ✓ **le risque de refinancement accru en raison des difficultés** de l'allongement des maturités et la sur-réalisation des titres de 2-3 ans reportent un risque de refinancement majeur sur la période **2027-2029** ;
- ✓ le ratio Dette/PIB (59,6 %) a connu une hausse de 2,6 points par rapport à l'année 2024 ;



- ✓ la faible mobilisation des financements multilatéraux dont le taux de réalisation quasi nul a obligé l'État à s'orienter davantage vers le marché intérieur, augmentant ainsi la vulnérabilité du portefeuille au risque de refinancement ;
- ✓ le marché domestique a prouvé sa capacité de mobilisation, mais a confirmé son caractère étroit et peu profond, avec une faible appétence pour les échéances longues.

4.6. Respect des critères de convergence

Selon les données issues de la programmation monétaire initiale, deux critères de convergence ont été respectés par la RCA, comme aux deux dernières années. Il s'agit des critères liés au taux d'inflation qui s'est établi à 1,5 %, en moyenne annuelle, et du taux d'endettement qui a atteint 51,7 % du PIB.

Tableau 12: Evolution du respect des critères de convergence par la RCA entre 2022 et 2024

RCITERES DE CONVERGENCE		2022	2023	2024
1	Solde budgétaire de référence sur PIB (norme $\geq -1,5\%$)	-5,6	-3,5	-4,2
2	Taux d'inflation annuel moyen (Norme $\leq 3\%$)	5,6	3,0	1,5
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme $\leq 70\%$)	52,5	45,9	51,7
4	Arriérés de paiements intérieurs (milliards)	0,0	0,0	0,0
	Apurement du stock d'arriérés de paiement existant conformément à un plan validé et publié (milliards)	0,0	>0	>0
		respecté	respecté	respecté
Nombre de critères		2	2	2

Source : BEAC (Programmation Monétaire Initiale- de la RCA pour FCFA 2025).





V- FACTEURS DE RISQUES ET MESURES PREVENTIVES



5.1. Facteurs de risques

La République Centrafricaine présente un profil de risque souverain en raison de vulnérabilités structurelles. A court terme, les principaux déterminants de ce risque sont : (i) la contrainte de trésorerie, (ii) le risque de refinancement lié au recours au marché régional (iii) la séquence électorale 2025-2026 et le contexte sécuritaire.

Toutefois, des signaux d'amélioration sont observables : reprise progressive de la sécurité et de l'activité économique, mise en œuvre du Plan National de Développement 2024–2028, réformes de mobilisation des recettes et de gouvernance des finances publiques, adoption d'une Stratégie d'Endettement à Moyen Terme (SDMT) 2025–2027 et renforcement des mécanismes institutionnels de paiement.

Cette partie de la note d'information vise à permettre aux investisseurs et aux SVT d'effectuer une appréciation éclairée du risque-pays de la RCA.

Les risques ci-après sont présentés avec une appréciation qualitative de la probabilité et de l'impact, ainsi qu'une lecture des canaux de transmission sur la solvabilité.

5.1.1. Risque macroéconomique

L'économie reste dominée par le secteur primaire (environ un tiers du PIB), avec une agriculture majoritairement vivrière et des contraintes structurelles (faible mécanisation, intrants, accès aux marchés, aléas climatiques). Le secteur secondaire demeure limité, en raison d'un tissu industriel peu développé, de contraintes énergétiques et de coûts logistiques élevés. Le secteur tertiaire, dominé par le commerce et les services, reste faiblement intégré aux chaînes de valeur régionales.

La croissance a été affectée par des chocs cumulés (crise de carburant, déficit énergétique, contraintes sécuritaires, climat), le contexte international marqué par les tensions géopolitiques. Les perspectives 2026 reposent sur une reprise graduelle de l'agriculture et des mines, la montée en puissance des investissements publics, notamment dans l'énergie et les infrastructures, ainsi que l'amélioration relative de la situation sécuritaire.

Le risque macroéconomique présente une probabilité élevée. L'économie peu diversifiée et sensible aux chocs (carburants/énergie, corridors, climat) ainsi qu'aux fluctuations des prix internationaux des matières premières et à la volatilité des appuis extérieurs. Les contraintes d'offre et les perturbations logistiques peuvent affecter la croissance, l'inflation et les recettes.



5.1.2. Risque budgétaire et de dette

Le risque budgétaire et de trésorerie a une probabilité de survenance élevée dû à la faible pression fiscale, rigidités de dépenses et volatilité des appuis extérieurs.

Le risque de dette et de refinancement est dû au fait de la concentration des maturités et la dépendance à la liquidité du marché régional.

5.1.3. Risques politiques et sécuritaires

La vie politique a été marquée par l'adoption d'une nouvelle Constitution en 2023.

le cycle électoral en cours présente des risques de tensions modéré du fait du climat politique et sécuritaire maîtrisé.

Les progrès sécuritaires sont réels mais hétérogènes. Des incidents localisés peuvent affecter l'activité agricole, la circulation des biens et la confiance des acteurs économiques. La sécurisation durable du territoire et la poursuite des programmes DDR/DDR-R restent des conditions clés de réduction du risque souverain à moyen terme.

5.1.4. Risques sociaux, humanitaires et sanitaires

Ce risque est lié à la fragilité sociale (pauvreté, faible IDH), les pressions humanitaires et contraintes du système de santé, avec impacts sur la stabilité et les dépenses publiques.

5.1.5. Facteurs d'atténuation

Plusieurs facteurs contribuent à atténuer progressivement le risque souverain :

- Ancrage des réformes dans un cadre programmatique avec les partenaires techniques et financiers, renforçant la discipline budgétaire et la gouvernance.
- Mise en œuvre du Plan National de Développement 2024–2028 (sécurité et État de droit, capital humain, infrastructures, filières productives, résilience climatique).
- SDMT 2025–2027 privilégiant les financements concessionnels et l'allongement des maturités.
- Amélioration relative de la situation sécuritaire et consolidation progressive de l'autorité de l'État.
- Mécanismes régionaux robustes de règlement-livraison des titres publics et dispositifs de sécurisation du remboursement.



CONCLUSION

La République Centrafricaine poursuit sa trajectoire de stabilisation économique et financière, dans un environnement international marqué par l'incertitude et des tensions géopolitiques persistantes. L'amélioration progressive de la sécurité, la reprise de l'activité économique dans les secteurs stratégiques (agriculture, mines, BTP, énergie, télécommunications) et la mise en œuvre des réformes structurelles et budgétaires ont permis de renforcer la résilience de l'économie nationale.

Les finances publiques montrent des signes de discipline et d'efficacité, grâce à la digitalisation, la bancarisation des recettes et le renforcement des contrôles fiscaux. Le recours au marché régional des Titres Publics demeure un outil central pour la gestion de la trésorerie et la sécurisation du financement de l'État. Le projet de Loi de Finances 2026 illustre l'engagement des autorités à améliorer la mobilisation des ressources internes.

Le secteur productif, notamment le primaire et le secondaire, présente des perspectives encourageantes, malgré certaines contraintes structurelles et logistiques. Les performances observées dans l'agriculture, l'élevage, les industries extractives et le BTP, combinées à la dynamique du secteur tertiaire (commerce, télécommunications, transports et hôtellerie), constituent des leviers importants pour la consolidation des recettes publiques et l'attractivité de la signature souveraine de la RCA.

Dans ce contexte, le marché régional des Titres du Trésor de la CEMAC offre aux investisseurs une opportunité de placement dans un cadre transparent et de conformité aux normes communautaires de la CEMAC.

Cette Note d'Information permet ainsi de mieux apprécier les opportunités, les risques, les défis ainsi que les perspectives de la République Centrafricaine, afin d'éclairer leurs décisions d'investissement dans les Titres Publics émis par l'État centrafricain au titre de l'exercice 2026 dans un cadre de transparence, de prévisibilité



ANNEXES



Annexe 1 :

MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET
DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

DIRECTION DE LA DETTE ET DU PORTEFEUILLE
DE L'ETAT

SERVICE DE NEGOCIATION, RENEGOCIATION D'EMPRUNTS
ET EMISSION DE TITRES PUBLICS

N° **000004** /MCFB/DIR-CAB/DGTCP/DDPE/SNREETP -26



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail

Bangui, le **10.6 JAN. 2026**

PROGRAMME ANNUEL DES EMISSIONS DES VALEURS DU TRESOR AU TITRE DU L'EXERCICE BUDGETAIRE 2026 (Montant en million de FCFA)

Instruments	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Août	Octobre	Novembre	Décembre	Total
BTA 26 semaines	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-
BTA 52 semaines	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-
OTA [2 - 3] Ans	20 000	10 000		-	-	-	-	-	-	-	30 000
OTA [4 - 5] Ans	5 000	5 000	5 000	5 000	7 000	-	-	-	-	-	27 000
OTA [6 - 7] Ans	-	-		5 000	4 500	-	-	-	-	-	9 500
Total	25 000	15 000	5 000	10 000	11 500	-	-	-	-	-	66 500

Le Ministre des Finances et du Budget



Delvé NDOBA

Ministère des Finances et du Budget, Avenue Abdel Gamal Nasser. BP : 912 Bangui (RCA)
Tél. : +236.21.61.38.28/+236.21.61.46.15/Fax : +236.21.61.41.87
Site : www.minfb-rca.org/mail : cabinetmfb@yahoo.fr

Annexe 2 :

MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET
DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

DIRECTION DE LA DETTE ET DU PORTEFEUILLE
DE L'ETAT

SERVICE DE NEGOCIATION, RENEGOCIATION D'EMPRUNTS
ET EMISSION DE TITRES PUBLICS

N° **000005** /MCFB/DIR-CAB/DGTCP/DDPE/SNREETP -26



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail

Bangui, le **10.6 JA. 2026**

CALENDRIER INDICATIF PREVISIONNEL DES EMISSIONS DES VALEURS DU TRESOR AU TITRE DU PREMIER TRIMESTRE 2026 (Montant en million de FCFA)

Mois	Instrument	Technique	Maturité	Date d'annonce	Date d'adjudication	Date de Valeur	Date d'échéance	Montants
Janvier	OTA	Adjudication	3 ans	06/01/2026	12/01/2026	14/01/2026	14/01/2029	[10 000 - 12 500]
	OTA	Adjudication	2 ans	06/01/2026	12/01/2026	14/01/2026	14/01/2028	[2 500 - 5 000]
	BTA / OTA	Rachat	Diverses maturités	06/01/2026	12/01/2026	14/01/2026	-	7 500
	OTA	Adjudication	Diverses maturités	20/01/2026	26/01/2026	28/01/2026	-	10 000
Février	OTA	Adjudication	Diverses maturités	10/02/2026	16/02/2026	18/02/2026	-	15 000
TOTAL GENREAL SANS RACHAT								[37 500 - 42 500]

Le Ministre des Finances et du Budget



Hervé NDOBA

Ministère des Finances et du Budget, Avenue Abdel Gamal Nasser. BP : 912 Bangui (RCA)

Tél. : +236.21.61.38.28 / +236.21.61.46.15 / Fax : +236.21.61.41.87

Site : www.minfb-rca.org / mail : cabinetmfb@yahoo.fr

Annexe 3 :

STOCK ET ARRIERES A FIN DECEMBRE 2025

En millions de FCFA

CREANCIERS	Encours Hors arriérés	Arriérés à fin Décembre 2025			Stock à fin DEC 2025
		Principal	Intérêts	Total	
DETTE BILATERALE	88 303,51	73 001,68	71 405,38	144 407,06	232 710,58
ARABIE SAOUDITE	41 149,65	909,33	197,68	1 107,01	42 256,66
ANGOLA	0,00	11 194,83	1 427,34	12 622,17	12 622,17
AFD	9 839,36	0,00	0,00	0,00	9 839,36
ARGENTINE	0,00	5 825,80	13 066,90	18 892,70	18 892,70
CHINE	4 929,00	5 088,00	0,00	5 088,00	10 017,00
CT-CONSOLIDES	0,00	431,78	0,00	431,78	431,78
GUINEE EQUATORIALE	0,00	3 000,00	586,50	3 586,50	3 586,50
INDE	21 249,40	2 841,23	699,15	3 540,38	24 789,78
IRAK	0,00	1 484,41	1 179,98	2 664,39	2 664,39
KOWEIT	11 136,11	0,00	0,00	0,00	11 136,11
LYBIE	0,00	7 012,00	1 102,19	8 114,19	8 114,19
SERBIE MONTENEGRO	0,00	573,45	4,51	577,96	577,96
TAIWAN	0,00	33 584,48	53 141,13	86 725,62	86 725,62
UAPT	0,00	1 056,37	0,00	1 056,37	1 056,37
DETTE MULTILATERALE	102 893,17	5 290,60	417,29	5 707,89	108 601,06
AID/BIRD	66 585,98	0,00	0,00	0,00	66 585,98
BADEA	10 764,57	85,00	17,33	102,33	10 866,90
BDEAC	6 829,55	0,00	0,00	0,00	6 829,55
FAD	8 950,48	0,00	0,00	0,00	8 950,48
FIDA	9 762,60	0,00	0,00	0,00	9 762,60
OFID	0,00	5 205,60	399,96	5 605,56	5 605,56
TOTAL EXTERIEUR	191 196,69	78 292,28	71 822,67	150 114,95	341 311,64
FMI FEC	166 830,02	0,00	0,00	0,00	166 830,02
FMI (DTS)	85 453,90	0,00	0,00	0,00	85 453,90
AFRILAND	3 862,48	0,00	0,00	0,00	3 862,48
Autres dettes (Comptes de dépôts)	0,00	1 554,00	0,00	1 554,00	1 554,00
BEAC	77 672,82	0,00	0,00	0,00	77 672,82
Bques cciales titrisées	1 179,60	0,00	0,00	0,00	1 179,60
Dettes cciales fournisseurs	0,00	229,00	0,00	229,00	229,00
Dettes sociales	0,00	15 260,78	0,00	15 260,78	15 260,78
EMIS.TITRES.BONS	10 500,00	0,00	0,00	0,00	10 500,00
EMIS.TITRES.OTA	371 437,31	0,00	0,00	0,00	371 437,31
TOTAL INTERIEUR	716 936,12	17 043,78	0,00	17 043,78	733 979,90
TOTAL GENERAL	908 132,81	95 336,06	71 822,67	167 158,73	1 075 291,54



Annexe 4

	TOTAL REGLEMENT 2025												
Libellé	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Extérieur	0	20 494 438	278 959 804	173 785 934	394 867 668	1 631 905 643	283 968 299	0	115 937 902	375 371 977	204 922 898	1 573 660 529	5 053 875 092
Bilatérale	0	0	239 447 132	0	157 515 735	181 762 162	275 677 245	0	0	221 886 507	0	273 489 208	1 349 777 989
ARABIE SAOUDITE	0	0	239 447 132	0	157 515 735	181 762 162	0	0	0	50 960 827	0	0	629 685 856
KOWEIT	0	0	0	0	0	0	275 677 245	0	0	170 925 680	0	273 489 208	720 092 133
SERBIE MONTENEGRO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Multilatérale	0	20 494 438	39 512 672	173 785 934	237 351 933	1 450 143 481	8 291 054	0	115 937 902	153 485 470	204 922 898	1 300 171 321	3 704 097 103
AID/BIRD	0	0	0	117 145 996	0	1 034 016 826	0	0	0	102 504 275	0	977 372 605	2 231 039 702
BADEA	0	0	0	0	186 346 284	226 107 903	0	0	115 937 902	0	0	242 210 007	770 602 096
BDEAC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FAD	0	0	39 512 672	0	0	0	0	0	0	32 005 894	0	0	71 518 566
FIDA	0	20 494 438	0	56 639 938	51 005 649	190 018 752	8 291 054	0	0	18 975 301	204 922 898	80 588 709	630 936 739
INTERIEUR	7 206 543 703	2 363 053 703	3 376 688 686	7 817 626 879	11 782 873 703	6 883 727 218	7 529 945 029	3 861 244 251	6 626 597 508	9 169 839 503	6 102 062 849	8 952 604 036	81 672 807 069
<i>Intérieur</i>	7 206 543 703	2 363 053 703	3 376 688 686	7 817 626 879	11 782 873 703	6 883 727 218	7 529 945 029	3 861 244 251	6 626 597 508	9 169 839 503	6 102 062 849	8 952 604 036	81 672 807 069
FMI FEC	6 791 000 000	0	1 300 000 000	973 176	1 201 000 000	5 078 913 450	6 611 770 708	832 090 548	674 983 740	2 249 945 800	756 859 146	6 116 540 268	31 614 076 837
AFRILAND	0	0	0	0	0	0	505 520 618	0	0	0	0	0	505 520 618
BEAC	0	0	1 488 159 983	0	0	1 488 160 065	0	0	1 488 160 065	0	0	1 488 160 065	5 952 640 178
Banque cciales titrisées	316 653 703	316 653 703	316 653 703	316 653 703	316 653 703	316 653 703	316 653 703	316 653 703	316 653 703	316 653 703	316 653 703	316 653 703	3 799 844 436
EMIS.TITRES.BONS (BTA)	0	0	200 000 000	7 500 000 000	0	0	96 000 000	0	0	0	3 409 000 000	0	11 205 000 000
INTERETS EMIS.TITRES.BONS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OTA	98 890 000	2 046 400 000	71 875 000	0	10 265 220 000	0	0	2 712 500 000	4 146 800 000	6 603 240 000	1 619 550 000	1 031 250 000	28 595 725 000
Total général	7 206 543 703	2 383 548 141	3 655 648 490	7 991 412 813	12 177 741 371	8 515 632 861	7 813 913 328	3 861 244 251	6 742 535 410	9 545 211 480	6 306 985 747	10 526 264 565	86 726 682 161



DECAISSEMENT ANNEE 2025

En millions de FCFA

Libellé	Janvier	Février	Mars	avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Sept	Oct	Nov	Dec	Total
Extérieur	1 857,83	0,00	0,00	24,16	575,88	0,00	0,00	0,00	0,00	9 839,36	0,00	150,91	12 448,12
Bilatérale	1 857,83	0,00	0,00	0,00	575,88	0,00	0,00	0,00	0,00	9 839,36	0,00	0,00	12 273,06
ARABIE SAOUDITE	1 857,83	0,00	0,00	0,00	575,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 433,70
AFD										9 839,36			9 839,36
Multilatérale	0,00	0,00	0,00	24,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,91	175,06
BADEA				24,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,91	175,06
INTERIEUR	1 096,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	34 916,57	15 000,00	0,00	25 000,00	9 999,70	32 026,30	18 412,98	201 451,55
Intérieur	1 096,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	34 916,57	15 000,00	0,00	25 000,00	9 999,70	32 026,30	18 412,98	201 451,55
FMI FEC	0,00	0,00		0,00	0,00	34 916,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 916,57
EMIS.TITRES.BONS (BTA)	1 096,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 500,00	11 596,00
EMIS.TITRES.OTA	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	25 000,00	9 999,70	27 026,30	12 912,98	154 938,98
Total général	2 953,83	0,00	0,00	65 024,16	575,88	34 916,57	15 000,00	0,00	25 000,00	19 839,06	32 026,30	18 563,89	213 899,68



Annexe 5

DETTE EXTERIEURE

ECHEANCES 2026

En millions de FCFA

	JANV	FÉVR	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT	OCT	NOV	DÉC	TOTAL
ARABIE SAOUDITE	0,00	55,58	184,35	0,00	0,00	1 101,98	0,00	55,58	183,61	0,00	0,00	1 097,43	2 678,52
ARGENTINE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
INDE	480,41	0,00	855,56	0,00	0,00	0,00	480,41	0,00	855,56	0,00	0,00	0,00	2 671,93
CHINE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	846,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	338,47	1 184,66
KOWEIT	0,00	0,00	0,00	0,00	291,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	291,96	0,00	583,92
S/TOTAL BILATERAL	480,41	55,58	1 039,91	0,00	291,96	1 948,16	480,41	55,58	1 039,17	0,00	291,96	1 435,90	7 119,02

AID/BIRD	0,00	0,00	0,00	112,99	0,00	1 039,01	0,00	0,00	0,00	112,99	0,00	1 039,01	2 303,99
B A D	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BADEA	44,78	0,00	0,00	234,52	0,00	111,25	44,78	0,00	0,00	234,52	0,00	111,25	781,11
BDEAC	0,00	0,00	0,00	63,15	63,15	63,15	63,15	63,15	63,15	63,15	63,15	63,15	568,39
F A D	0,00	6,94	0,00	32,54	0,00	0,00	0,00	6,92	0,00	32,01	0,00	0,00	78,40
F I D A	0,00	20,33	0,00	217,59	99,30	0,00	0,00	20,33	0,00	217,59	99,30	0,00	674,44
S/TOTAL MULTILATERALE	44,78	27,27	0,00	660,79	162,45	1 213,41	107,94	90,40	63,15	660,26	162,45	1 213,41	4 406,32

FRPC	5 361,71	797,48	0,00	2 709,04	772,22	4 891,54	8 108,19	798,25	0,00	2 136,10	798,25	4 891,54	31 264,32
AFRILAND	508,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	510,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 018,96
BEAC	0,00	0,00	1 488,16	0,00	0,00	1 488,16	0,00	0,00	1 488,16	0,00	0,00	1 488,16	5 952,64
Banque cciales Titrisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 824,00	1 824,00
Emissions de Bons du Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	9 250,00
Emissions des Titres. OBLIG	301,05	11 193,00	71,88	4 300,00	2 783,63	1 294,13	975,00	2 712,50	6 036,82	750,00	17 120,88	14 568,14	62 107,02
S/TOTAL INTERIEURE	6 170,88	11 990,48	1 560,04	7 009,04	3 555,84	11 923,83	9 594,03	3 510,75	7 524,98	2 886,10	17 919,12	27 771,84	111 416,93

TOTAL GENERAL 2026	6 696,06	12 073,33	2 599,95	7 669,84	4 010,25	15 085,40	10 182,37	3 656,73	8 627,30	3 546,36	18 373,53	30 421,16	122 942,28
---------------------------	-----------------	------------------	-----------------	-----------------	-----------------	------------------	------------------	-----------------	-----------------	-----------------	------------------	------------------	-------------------



DETTE PUBLIQUE
ECHEANCES 2025

En millions de FCFA

	JANV	FÉVR	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEPT	OCT	NOV	DÉC	TOTAL
ANGOLA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ARABIE SAOUDITE	0,00	55,58	166,52	0,00	0,00	197,68	0,00	55,58	166,52	0,00	0,00	1 107,01	1 748,88
KOWEIT	0,00	0,00	0,00	0,00	295,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	295,58	0,00	591,16
CHINE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	846,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	338,47	1 184,66
INDE	489,06	0,00	136,33	0,00	0,00	0,00	487,33	0,00	507,31	0,00	0,00	0,00	1 620,03
SERBIE	302,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	302,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	605,87
S/TOTAL BILATERAL	791,99	55,58	302,85	0,00	295,58	1 043,86	790,26	55,58	673,82	0,00	295,58	1 445,49	5 750,60

AID/BIRD	0,00	0,00	0,00	113,62	0,00	1 045,05	0,00	0,00	0,00	113,62	0,00	1 045,05	2 317,33
BADEA	53,65	0,00	0,00	234,52	0,00	94,78	54,03	0,00	0,00	234,52	0,00	112,11	783,61
BDEAC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
F A D	0,00	7,08	0,00	42,69	0,00	0,00	0,00	7,06	0,00	43,30	0,00	0,00	100,13
F I D A	0,00	20,53	0,00	219,31	100,05	0,00	0,00	20,53	0,00	219,31	100,05	0,00	679,77
S/TOTAL MULTILATERALE	53,65	27,61	0,00	610,13	100,05	1 139,82	54,03	27,59	0,00	610,75	100,05	1 157,16	3 880,83
FMI FRPC	5 567,09	1 075,13	1 108,96	0,97	1 149,30	5 078,91	6 611,77	832,09	674,98	2 249,95	756,86	6 116,54	31 222,55
AFRILAND	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	505,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	505,52
BEAC	0,00	0,00	1 488,16	0,00	0,00	1 488,16	0,00	0,00	1 488,16	0,00	0,00	1 488,16	5 952,64
BQUES CCIALES TITRISEES	316,65	316,65	316,65	316,65	316,65	316,65	316,65	316,65	316,65	316,65	316,65	316,65	3 799,84
Emissions Titres BTA	0,00	0,00	200,00	7 500,00	0,00	0,00	96,00	0,00	0,00	0,00	3 409,00	0,00	11 205,00
Emissions Titres OBLIG. du Trésor	98,89	2 046,40	71,88	0,00	10 265,22	761,58	0,00	2 712,50	4 146,80	6 603,24	1 619,55	1 031,25	29 357,31
S/TOTAL INTERIEURE	5 982,64	3 438,18	3 185,65	7 817,63	11 731,17	7 645,31	7 529,95	3 861,24	6 626,60	9 169,84	6 102,06	8 952,60	82 042,87

TOTAL GENERAL 2025	6 828,28	3 521,37	3 488,50	8 427,76	12 126,80	9 828,99	8 374,24	3 944,41	7 300,42	9 780,59	6 497,69	11 555,25	91 674,30
--------------------	----------	----------	----------	----------	-----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	-----------	-----------



Annexe 6 : Calendrier des émissions du premier trimestre 2026

BTA 26 Semaines	BTA 52 Semaines	OTA 2 Ans	OTA 3 Ans	OTA 4 Ans	OTA 5 Ans	OTA 7 Ans	TOTAL
5 596	6 000	34 989	68 074	23 564	13 313	15 000	166 536

INSTRUMENT	MONTANT LEVE
BTA	11 596
OTA	154 939
MONTANT TOTAL LEVE	166 535

TABLEAU : PREVISION ET REALISATION DES EMISSIONS DES VALEURS DU TRESOR DE LA RCA EN 2025

Instrument	Prévisions 2025	Réalisations 2025	Taux de Réalisation (%)	Cout Moyen Pondéré
Bons du Trésor Assimilables (BTA)	15	11 596	77,31%	7,39%
Obligations du Trésor Assimilables (OTA)	180.5	154 939	85,84%	9,61%
Total Adjudications	195.5	166 535	85,17%	

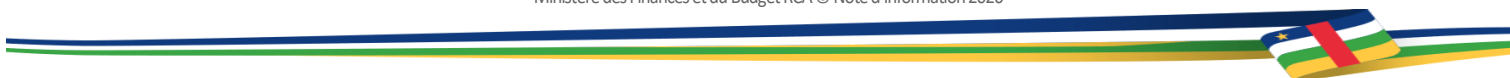
TABLEAU : TAUX DE PARTICIPATION AU EMISSIONS PAR INSTRUMENT ET PAR MATURITE EN 2025

BTA 26 Semaines	BTA 52 Semaines	OTA 2 Ans	OTA 3 Ans	OTA 4 Ans	OTA 5 Ans	OTA 6 Ans	OTA 7 Ans	TOTAL
3%	4%	21%	41%	14%	8%	0%	9%	100%



Annexe 7 : Coordonnées et adresses

N°	Prénoms	Noms	Fonction	Coordonnées	Mail
01	Hervé	NDOBA	Ministre des Finances et du Budget de la RCA		
02	Serge	OUARASSIO MONKOMSE	Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique	+ 236 72 13 13 76	ouarassioserge@yahoo.fr
03	Honoré	TCHITCHARE	Chargé de Mission en Matière de Portefeuille de l'Etat	+ 236 75 50 41 09	
04	Sinclair	TENDET	Directeur de la Dette et du Portefeuille de l'État	+ 236 72 63 35 42	sinclairtendet@yahoo.fr
05	Guy Hermas Dieu – Béni – Socrate	DJAMAWA – ENDJIKPENNO	Chef de Service de Négociation Renégociation d'Emprunt et Émission des Titres Publics	+ 236 72 51 99 76	djamawasocrate@yahoo.fr djamawadieubeni@gmail.com
06	Aristide	FOLLOT REMAZEDANE	Assistant du Directeur de la Dette	+ 236 75 19 21 49	remadezanel@gmail.com
07	Bonaventure	BANDATIA	Chef de Bureau d'Émission des Titres Publics	+ 236 72 90 90 26	bandatiabonaventure@yahoo.fr



Annexe 14 : Personnes ressources en charge du marché des Valeurs du Trésor



Hervé DOBA, Ministre des Finances et du Budget



Serge OUARASSIO MONKOMSE, DG du Trésor Public



Honoré TCHITCHARE, Chargé des Missions en Matière du Portefeuille



Sinclair Geiséric TENDET, Directeur de la Dette et du Portefeuille de l'État



**Dieu-Béni-Socrate DJAMAWA-ENDJIKPENI,
Chef de Service de Négociation, Renégociation
d'Emprunts et Émission des Titres Publics**



**Aristide FOLLOT REMADEZANE,
Assistant du Directeur de la Dette**



**Bonaventure BANDATIA, Chef de Bureau des
Emissions des Titres Publics**



Table des matières



Table des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	II
LISTE DES TABLEAUX	III
LISTE DES FIGURES.....	III
ATTESTATION DE L'ÉMETTEUR.....	IV
INTRODUCTION.....	V
I- PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE L'ÉMETTEUR.....	VI
1.1- Informations générales sur la République Centrafricaine	vii
1.1. Aperçus du pays.....	vii
1.1.2. Localisation géographique du pays.....	8
1.2. Système politique centrafricain	9
1.2.1. Le pouvoir exécutif.....	9
1.2.2. Le pouvoir législatif.....	9
1.2.3. Le Pouvoir judiciaire.....	9
1.3. Présentation de l'Émetteur.....	10
1.3.1. De la Présidence de la République à l'Organe émetteur des Titres Publics.....	10
1.3.2. La Direction de la Dette et du Portefeuille de l'État et ses attributions	11
1.3.3. Présentation du réseau des Spécialistes en Valeur du Trésor de la RCA.....	13
2.1. Vue d'ensemble macroéconomique	15
2.1.1. Contexte économique et financier international et sous régional	15
2.1.2. Situation économique nationale	15
2.1.3. Prix et inflation.....	16
2.1.4. Finances publiques.....	16
II- ANALYSE SECTORIELLE	17
2.2.1. Un secteur primaire (pilier de la croissance).....	17
2.2.2. Un secteur secondaire en transition	18
2.2.3. Un secteur tertiaire en essor	19
III- FINANCES PUBLIQUES, SECTEUR EXTÉRIEUR ET SECTEUR BANCAIRE.....	20
3.1. Situation des Finances publiques et du secteur extérieur	21
3.1.1. Situation des finances publiques.....	21
3.1.1.1. Contexte macroéconomique et exécution budgétaire	21
3.1.1.2. Exécution budgétaire à fin septembre 2025	21
3.1.1.3. Projet de Loi de Finances 2026 : présentation générale.....	22
3.1.1.4. Les ressources du budget 2026.....	22
3.1.1.5. Dépenses de l'État en 2026 par nature économique	23
3.1.1.6. Solde budgétaire et financement.....	23
3.1.1.7. Réformes et perspectives.....	24
a) Modernisation de la gestion budgétaire et comptable	24
b) Digitalisation et sécurisation des recettes	24



c) Élargissement de l'assiette fiscale.....	24
d) Cadre budgétaire à moyen terme.....	24
e) Cadre de gestion de la dette :.....	24
3.1.2. Secteur extérieur	24
3.1.2.1. Commerce extérieur	24
3.1.2.2. Balance des paiements	25
3.2. Secteur bancaire	26
IV- DETTES ET BESOINS DE FINANCEMENT 2026.....	27
4.1. Situation de la dette publique	27
4.1.1. Dette extérieure	28
4.1.2. Dette intérieure.....	28
4.2. Analyse de risque liés au portefeuille de la dette à fin octobre 2025.....	29
4.2.5. Composition du portefeuille	30
4.2.6. Coût de la dette	31
4.2.7. le Plan de financement de l'année 2026	31
4.3. Solvabilité et mécanismes de remboursement des titres publics	32
4.4. Notation financière.....	33
4.5. Stratégie d'endettement 2025–2027 (SDMT)	33
4.6. Respect des critères de convergence	34
V- LES FACTEURS DE RISQUES ET LES MESURES PREVENTIVES	35
5.1. FACTEURS DE RISQUES.....	36
5.1.1. risque macroéconomique	36
5.1.2. risque budgétaire et de dette	37
5.1.3. risques politiques et sécuritaires	37
5.1.4. risques sociaux, humanitaires et sanitaires	37
5.1.5. facteurs d'atténuation.....	37
CONCLUSION GENERALE.....	38
ANNEXES.....	39

